

Le Gouvernement n'avait nul besoin d'établir des principes fondamentaux en matière d'imposition ou de commerce extérieur à l'époque dont j'ai parlé; c'est peut-être heureux, car il n'avait alors aucun programme à cet égard. Ceux qui siègent de ce côté-là de la Chambre, monsieur l'Orateur, ont été, depuis la confédération, des politiciens des beaux jours, et s'ils ont jamais eu une politique fiscale, elle n'a été que de courte durée, car ils l'ont changée presque tous les dix ans depuis la confédération.

Étant donné que la concurrence sur le marché mondial s'accroît constamment, une politique fiscale judicieuse s'impose plus que jamais. L'année dernière, nous avons importé au Canada plus d'articles fabriqués par la main-d'œuvre des pays étrangers que le total de la production canadienne en 1939. Si ce fait remarquable n'ébranle pas la suffisance du gouvernement actuel, il n'est guère étonnant que les chômeurs s'inquiètent et envisagent l'avenir avec autant de crainte que d'incertitude.

J'offre au ministre des Finances (M. Harris) mes meilleurs vœux à l'occasion de son entrée en fonctions. Il assume une responsabilité formidable. J'espère qu'en face de ces problèmes économiques non résolus et des nouveaux problèmes qui surgissent, le ministre saura diriger la politique financière du pays mieux qu'il n'a dirigé le ministère de l'Immigration.

Nous ne pouvons nous permettre de poursuivre une politique de prélèvement d'impôts, quand nos concurrents étrangers ne sont pas frappés d'impôts analogues. Si nous voulons que nos usines continuent de produire et que nos gens aient du travail, il importe d'éviter...

Une voix: Ce sont nos taxes trop lourdes qui créent le chômage.

L'hon. M. Rowe: Précisément. Je suis gré au ministre d'avoir convenu, comme il l'a fait récemment, que les impôts sont trop lourds. C'est ce que nous cherchons à faire comprendre au Gouvernement depuis cinq ans; je suis heureux qu'il commence enfin à s'intéresser à cette question. Quand les gens se trouvent devant une impasse, quand les choses vont mal, ils se tournent parfois vers les autres pour leur demander de l'aide. Je suis heureux de constater ce sentiment chez le ministre. Cependant, je me demande quelles mesures il prendra à cet égard car je sais qu'il se propose de dépenser 184 millions de plus cette année bien que les recettes aient diminué presque de 100 millions de dollars. Nous nous alarmons en constatant que le Gouvernement a réduit cette année d'environ 150 millions de dollars la somme affectée à la défense

nationale. Le ministre semble étonné. Il ne le savait peut-être pas. Mon chiffre est peut-être trop élevé, ou peut-être pas assez. Quoi qu'il en soit, je m'en tiens aux chiffres les plus modérés possible. Je crois que la réduction est sensiblement plus élevée mais je ne veux rien exagérer et je donne au ministre le bénéfice du doute parce que, partout au pays, on s'inquiète énormément de l'attitude du gouvernement actuel.

J'estime que les impôts peuvent devenir assez lourds pour que leur source même se tarisse. Nul ne devrait mieux le savoir que le présent gouvernement, car il l'a constaté il y a deux ou trois ans dans le cas de la taxe sur le tabac. Nous avons eu une politique élaborée au petit bonheur en ce qui concerne les questions financières et fiscales. J'emploie cette expression à dessein, car encore aujourd'hui notre pays importe deux millions et demi de livres de fromage, tandis que les cultivateurs de l'Ontario en ont neuf millions de livres, qu'ils subventionnent eux-mêmes pour chercher à s'en débarrasser. Notre politique fiscale et financière est évidemment établie au petit bonheur, puisque le Gouvernement impose une taxe sur les pneus des camions transportant ces produits qui se vendent de 20 à 40 p. 100 moins cher qu'il y a deux ans et que les balles de golf et les écrins à bijoux ne sont pas imposés. Si cette politique se maintient, il se peut que nul ne puisse acheter d'écrins à bijoux à l'exception des membres du cabinet. Ces choses n'ont peut-être guère d'importance pour eux, mais elles en ont beaucoup pour le cultivateur qui se demande comment il fera face à ses obligations et pour l'ouvrier qui se demande pourquoi il perd son emploi.

L'ouvrier canadien voit des appareils électriques, des produits de l'acier et des tissus importés de pays comme le Japon, tandis que les établissements où son père et son grand-père ont travaillé ferment leurs portes. Puis il revient chez lui et se demande: "Pourquoi ai-je voté libéral?" Nous importons des articles fabriqués par des hommes qui reçoivent moins par mois que ce que nos travailleurs exigent, avec raison, par semaine. Nous nous vantons de notre niveau de vie...

Une voix: Voilà l'ennui!

L'hon. M. Rowe: Vous ne parlez pas de la sorte aux assemblées politiques et ne le faites qu'à voix basse au Parlement. Pourquoi avons-nous des sans-travail au Canada? Le chômage n'est pas saisonnier: il ne vient pas de ce que le soleil est trop ardent l'été, les ondées trop abondantes au printemps et les bancs de neige trop élevés. Ce qui le provoque c'est le programme illogique adopté